Â« RÃ©trÃ©cissement du conflit Â» : dÃ©mystification de la nouvelle stratÃ©gie dâ??IsraÃ«l

Description

Par Walid Habbas, le 6 mars 2023



Depuis 2021, les dirigeants israÃ©liens ont proposÃ© de nouvelles mesures Ã©conomiques dans le but affichÃ© de Â« rÃ©duire le conflit Â» (Â« shrinking the conflict Â», en anglais). Cette stratÃ©gie consiste Ã prÃ©tendre offrir aux Palestiniens plus dâ??opportunitÃ©s Ã©conomiques et plus de Â« libertÃ©s Â», dans le but de leur faire digÃ©rer plus facilement lâ??occupation israÃ©lienne et la consolider. Dans cette article, lâ??analyste politique dâ??Al-Shabaka, Walid Habbas, dÃ©mystifie cette stratÃ©gie et explique pourquoi il faudrait bien plus que des incitations Ã©conomiques pour apaiser les Palestiniens.

Une brÃ¨ve vue dâ??ensemble

Depuis 2021, un nombre croissant de dirigeants israÃ©liens ont proposÃ© de nouvelles politiques pour encadrer et contrÃ´ler leur occupation de la Cisjordanie, y compris JÃ©rusalem-Est, et de la bande de Gaza. Ces politiques obÃ©issent Ã une nouvelle injonction conceptuelle qui propose de Â« rÃ©duire le conflit Â» (Â« shrinking the conflict Â», en anglais) â?? une approche introduite en 2018 par lâ??historien israÃ©lien Micah Goodman qui recommande de maintenir Â« le conflit en dessous du seuil de la guerre, tout en amÃ©liorant le cadre de vie de la population palestinienne Â».

Lâ??approche, qui est une version rÃ©visÃ©e du modÃ¨le de Â« paix Ã©conomique Â» chÃ¨re Ã Benjamin Netanyahu, vise Ã consolider lâ??occupation militaire israÃ©lienne afin dâ??empÃªcher la crÃ©ation dâ??un Ã?tat palestinien voire lâ??Ã©tablissement dâ??un seul Ã?tat. Contrairement Ã la stratÃ©gie de Â« paix Ã©conomique Â», lâ??approche de Â« restriction du conflit Â» fut conÃ§ue pour rÃ©duire les Â« vagues de terreur et les affrontements violents Â» Â« propagÃ©s Â» par les Palestiniens en prÃ©tendant Ã©tendre les libertÃ©s des Palestiniens au sein du systÃ¨me dâ??apartheid dâ??IsraÃ«l.

Cette brÃ¨ve politique dÃ©mystifie lâ??approche israÃ©lienne consistant Ã Â« rÃ©duire le conflit Â» et les changements de politique quâ??elle implique. Elle examine les nouvelles dÃ©cisions Ã©conomiques du gouvernement Ã lâ??Ã©gard de la Cisjordanie et de Gaza, en soulignant leurs implications potentielles graves et irrÃ©versibles pour les Palestiniens. Elle soutient que tout amendement qui nâ??aboutirait pas Ã un dÃ©mantÃ¨lement total du rÃ©gime dâ??apartheid israÃ©lien, de lâ??occupation et de la colonisation nâ??apporterait aucune amÃ©lioration Ã la vie des Palestiniens, pas plus quâ??il ne leur permettrait dâ??accepter le statu quo[1].

Ã?claircissement du concept de Â« RÃ©trÃ©cissement du conflit Â»

Goodman a dâ??abord introduit le concept de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» comme la solution Ã©ventuelle au fossÃ© grandissant entre la soi-disant gauche israÃ©lienne, qui a appelÃ© Ã la fin de lâ??occupation israÃ©lienne pour empÃªcher la crÃ©ation dâ??un seul Ã?tat au rÃ©gime apartheid, et la droite israÃ©lienne, qui sâ??oppose Ã tout retrait israÃ©lien des terres quâ??il occupe depuis 1967. Lâ??approche doit Ãªtre comprise comme une rÃ©itÃ©ration de la stratÃ©gie prÃ©cÃ©dente de Â« gestion du conflit Â» par la Â« paix Ã©conomique Â». Les politiques mises en avant par la stratÃ©gie de Â« paix Ã©conomique Â» ont renforcÃ© la dÃ©pendance Ã©conomique palestinienne vis-Ã -vis du rÃ©gime israÃ©lien mais en mettant en Å?uvre simultanÃ©ment des tactiques militaires oppressives contre les Palestiniens.

En revanche, lâ??approche Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» considÃ¨re que les outils israÃ©liens dâ??oppression engendrent des frictions quotidiennes Â« inutiles Â», augmentant ainsi la probabilitÃ© de griefs Palestiniens, et donc, dâ??affrontements violents. Selon les principes de cette stratÃ©gie, le rÃ©gime israÃ©lien nâ??a pas besoin de dÃ©manteler son occupation, mais simplement de la gÃ©rer diffÃ©remment â?? de maniÃ¨re clairement moins oppressive. Ainsi, lâ??approche Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» a-t-elle dÃ©finitivement Ã©cartÃ© toute discussion sÃ©rieuse sur la solution Ã deux Ã?tats.

Autrement dit, des politiques de Â« paix Ã©conomique Â» ont Ã©tÃ© introduites pour renforcer et faire miroiter lâ??idÃ©e dâ??une possible solution Ã deux Ã?tats, et renforcer la dÃ©pendance Ã©conomique palestinienne Ã IsraÃ«l, afin de faire Ã©merger une partie de la sociÃ©tÃ© palestinienne complice de la poursuite du statu quo.

Il est important de noter, en effet, que ces politiques ont bien crÃ©Ã© une Ã©lite Ã©conomique palestinienne docile qui a travaillÃ© en tandem avec les autoritÃ©s dâ??occupation israÃ©liennes pour rÃ©primer, dans la violence, un peuple palestinien rebelle. Par ailleurs, lâ??approche de Â« paix Ã©conomique Â» ne comprenait aucune disposition visant Ã attÃ©nuer les souffrances des Palestiniens sous lâ??occupation militaire israÃ©lienne.

Alors que la stratÃ©gie de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» poursuit des politiques Ã©conomiques similaires, elle propose des moyens par lesquels le Â« dÃ©sir de lâ??opinion publique palestinienne de jouir pleinement de ses droits civiques Â» peut Ãªtre reconnu sans quâ??il soit nÃ©cessaire quâ??IsraÃ«l mette fin Ã son occupation et sans que les frontiÃ¨res souveraines de la Palestine soient reconnues. En consÃ©quence, le fait dâ??accorder aux Palestiniens des facilitÃ©s Ã©conomiques, ainsi quâ??une plus grande mobilitÃ© en Cisjordanie et un accÃ¨s au monde extÃ©rieur, fait partie dâ??une stratÃ©gie israÃ©lienne plus large visant Ã limiter les griefs Ã lâ??Ã©gard de lâ??occupation afin de la maintenir. Cette stratÃ©gie repose sur lâ??hypothÃ¨se raciste selon laquelle les Palestiniens accepteront lâ??occupation coloniale israÃ©lienne si ses mÃ©canismes dâ??oppression sont assouplis et rendus moins visibles.

Fondamentalement, lâ??approche Â«rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» a, comme assomption de base, lâ??idÃ©e fausse que la rÃ©sistance palestinienne est apolitique et en rien concernÃ©e par une quelconque lutte contre lâ??occupation et pour la libÃ©ration de lâ??apartheid israÃ©lien. Au lieu de cela, la stratÃ©gie est fondÃ©e sur la conviction que la plupart des confrontations violentes entre Palestiniens et IsraÃ©liens dÃ©coulent des conditions de plus en plus amÃ¨res dans lesquelles vivent

les Palestiniens. Aussi, lâ??approche suppose que ce nâ??est pas lâ??occupation israÃ©lienne en soi qui perpÃ©tue le conflit, mais la maniÃ¨re dont elle est gÃ©rÃ©e, câ??est-Ã -dire par une oppression manifeste des Palestiniens. **Reconfigurer lâ??occupation pour rendre la vie Â« plus facile Â» aux Palestiniens peut ainsi Â« rÃ©trÃ©cir le conflit Â» â?? et un conflit ainsi Â« rÃ©trÃ©ci Â» permet la poursuite de lâ??occupation elle-mÃªme.**

MalgrÃ© les tentatives malavisÃ©es de Goodman pour unifier le spectre politique israÃ©lien par cette approche, la Â« gauche Â» israÃ©lienne est en voie de disparition et les dirigeants israÃ©liens paraissent dÃ©sormais divisÃ©s entre une droite pragmatique et une extrÃªme droite qui rejettent toutes deux les nÃ©gociations politiques et la crÃ©ation dâ??un Ã?tat palestinien. Ainsi, toute nouvelle mesure israÃ©lienne visant Ã Â« restreindre le conflit Â» â?? en assouplissant les tactiques militaires oppressives ou en augmentant les opportunitÃ©s Ã©conomiques pour les Palestiniens â?? ne peut pas Ãªtre entendue que comme un moyen de prolonger indÃ©finiment le statu quo de lâ??occupation de la Cisjordanie et de Gaza par le rÃ©gime israÃ©lien.

CrÃ©er lâ??illusion de la libertÃ©

En 2019, un groupe dâ??Ã©tudiants et de jeunes politiciens israÃ©liens a crÃ©Ã© Â« lâ??Initiative pour rÃ©duire le conflit Â» sur la base des huit recommandations de Goodman pour Â« amÃ©liorer Â» la vie des Palestiniens dâ??une maniÃ¨re qui profiterait Ã©galement Ã IsraÃ«l. Depuis lors, lâ??initiative a fait partie de presque toutes les sessions de la Knesset au cours desquelles sont discutÃ©s lâ??Ã©conomie palestinienne (la zone C de la Cisjordanie et Gaza). Lâ??approche de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» apparaÃ®t Ã©galement explicitement dans le programme Ã©lectoral du parti New Hope, et a Ã©tÃ© dÃ©fendue Ã la fois par le droitiste Neftali Bennett et le soi-disant centriste Yair Lapid.

Les quatre premiÃ¨res recommandations de Goodman visent Ã accroÃ®tre le sentiment de libertÃ© chez les Palestiniens sous occupation.

PremiÃ¨rement, Goodman plaide pour des plans militaires israÃ©liens pour connecter par de nouvelles routes tous les cantons Palestiniens des zones A et B. La proposition provient du constat que la mobilitÃ© limitÃ©e Ã lâ??intÃ©rieur de la Cisjordanie est lâ??une des conditions qui rendent la vie des Palestiniens particuliÃ¨rement difficile â?? ils sont continuellement confrontÃ©s aux points de contrÃ´le, aux colonies, aux patrouilles militaires et aux barrages routiers israÃ©liens. Des routes rÃ©servÃ©es aux Palestiniens plus efficaces et reliÃ©es entre elles participeraient Ã dissimuler les infrastructures de lâ??occupation, donnant thÃ©oriquement aux Palestiniens le sentiment que lâ??occupation a en quelque sorte disparu.

Goodman suggÃ¨re Ã©galement de transfÃ©rer des parties de la zone C vers la zone A afin de mieux permettre aux Palestiniens dâ??agrandir leurs logements en fonction des besoins. DÃ©trompons-nous, cela nâ??implique point un retrait israÃ©lien progressif de la zone C ; IsraÃ«l nâ??est disposÃ© Ã transfÃ©rer des portions limitÃ©es de la zone C aux Palestiniens que parce quâ??elles sont adjacentes Ã des villages Palestiniens et ne conviennent pas Ã lâ??expansion des colonies. Les Palestiniens ne cessent dâ??ailleurs de rappeler que ces gestes sont souvent liÃ©s Ã lâ??expansion des colonies israÃ©liennes. En 2021, et pour la premiÃ¨re fois en 20 ans, le rÃ©gime israÃ©lien a approuvÃ© la construction de plus de 1 000 logements pour les Palestiniens dans la zone C quelques jours seulement aprÃ¨s avoir approuvÃ© la construction de 2 200 unitÃ©s de colonies israÃ©liennes,

Ã©galement dans la zone C. Comme on pouvait alors prÃ©voir, tout transfert de parties de la zone C vers la zone A pour le dÃ©veloppement de logements Palestiniens qui sâ??accompagne dâ??une expansion des colonies israÃ©liennes ne peut que renforcer la rÃ©sistance palestinienne[2].

La stratÃ©gie de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» prÃ©conise aussi de faciliter les relations palestiniennes avec le monde extÃ©rieur. En ce sens, Goodman propose dâ??accorder aux Palestiniens lâ??accÃ¨s aux aÃ©roports israÃ©liens. En 2022, le rÃ©gime israÃ©lien a fait un pas dans cette direction, permettant aux Palestiniens de Cisjordanie dâ??utiliser lâ??aÃ©roport de Ramon, situÃ© dans le sud du Naqab, pour voyager. Favorable Ã premiÃ¨re vue aux Palestiniens, cette Ã©tape ne fait, en rÃ©alitÃ©, quâ??exacerber le contrÃ´le israÃ©lien sur eux. En effet, pour accÃ©der Ã lâ??aÃ©roport de Ramon, les Palestiniens dÃ©pendent des infrastructures de transport israÃ©liennes, obligeant le rÃ©gime israÃ©lien Ã renforcer ses mÃ©canismes de surveillance.

Enfin, Goodman recommande paradoxalement quâ??IsraÃ«l soutienne les efforts diplomatiques Palestiniens pour obtenir la reconnaissance internationale en tant quâ??Ã?tat palestinien, mais quâ??IsraÃ«l nâ??en reconnaisse pas les frontiÃ¨res. Alors que la reconnaissance dâ??un Ã?tat Â« augmenterait le sentiment de libertÃ© et dâ??indÃ©pendance des Palestiniens Â», explique Goodman, le refus de reconnaÃ®tre les frontiÃ¨res palestiniennes assurera que les incursions des forces dâ??occupation israÃ©liennes en Cisjordanie continueront Ã ne pas Ãªtre considÃ©rÃ©es comme des violations dâ??un territoire souverain (une composante importante de sa proposition originale en hÃ©breu qui a Ã©tÃ© omise de la traduction anglaise).

Quoi quâ??il en soit, il est peu probable que le soutien Ã la crÃ©ation dâ??un Ã?tat palestinien se produise sous un rÃ©gime israÃ©lien, quoiquâ??en soit sa nature, et certainement pas sous le nouveau gouvernement de coalition dâ??extrÃªme droite israÃ©lienne.

Les composantes Ã©conomiques du Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â»

Le rÃ©gime israÃ©lien utilise depuis longtemps lâ??Ã©conomie pour contrÃ´ler et pacifier les Palestiniens. Ceci est Ã©noncÃ© dans le Protocole Ã©conomique de Paris (PEP) de 1994, un accord entre IsraÃ«l et lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP) destinÃ© Ã donner lâ??illusion dâ??une autonomie Ã©conomique palestinienne tout en rendant paradoxalement les Palestiniens Ã©conomiquement dÃ©pendants du rÃ©gime israÃ©lien. Au cours des cinq derniÃ¨res annÃ©es, les dirigeants israÃ©liens nâ??ont fait que dÃ©velopper le modÃ¨le de Â« paix Ã©conomique Â» de Netanyahu, qui sâ??inscrit pleinement dans le cadre du PEP.

Fondamentalement, toute nouvelle politique Ã©conomique israÃ©lienne qui offre aux commerÃ§ants et aux ouvriers Palestiniens des opportunitÃ©s de mobilitÃ© et de collaboration avec IsraÃ«l afin Â« dâ??Ã©lever leur niveau de vie Â» â?? et ainsi de Â« minimiser Â» le conflit â?? est fondamentalement erronÃ©e et illogique. Elles doivent Ãªtre comprises comme des moyens dâ??accroÃ®tre et de renforcer la fragmentation gÃ©ographique et Ã©conomique palestinienne, tout comme la dÃ©pendance Ã©conomique Ã lâ??Ã©gard dâ??IsraÃ«l, dans un Ã©tat de dÃ©veloppement perpetuel.

Le point de vue de Goodman sur les relations Ã©conomiques

Lâ??approche de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» de Goodman est conÃ§ue pour permettre une rÃ©vision du PEP, y compris par le biais dâ??une collaboration Ã©conomique entre les Palestiniens et

le rÃ©gime israÃ©lien. Dans le cadre de cette approche, lâ??ancien Premier ministre israÃ©lien Yair Lapid et le Premier ministre palestinien Mohammad Shtayyeh ont assistÃ© Ã une rÃ©union en septembre 2022 parrainÃ©e par le ministÃ¨re norvÃ©gien des Affaires Ã©trangÃ¨res, dont lâ??objectif Ã©tait de promouvoir la construction dâ??un Ã?tat palestinien. Le ComitÃ© de liaison *ad hoc* a ensuite proposÃ© de restructurer les relations financiÃ¨res entre les Palestiniens et les IsraÃ©liens, mais aussi de relancer le ComitÃ© Ã©conomique mixte, qui fut gelÃ© aprÃ¨s la deuxiÃ¨me Intifada. Ã? ce jour, aucune de ces propositions nâ??a avancÃ©, et les deux seront probablement complÃ¨tement abandonnÃ©es sous le sixiÃ¨me gouvernement de Netanyahu.

Goodman propose Ã©galement des facilitÃ©s Ã©conomiques supplÃ©mentaires (basÃ©es sur les changements de politique recommandÃ©s par lâ??Institute for National Security Studies) dans lâ??espoir dâ??obtenir lâ??acquiescement politique palestinien. Par exemple, il soutient lâ??affectation progressive de terres supplÃ©mentaires dans la zone C Ã la coopÃ©ration Ã©conomique palestino-israÃ©lienne, y compris les investissements Ã©trangers et des parcs industriels supplÃ©mentaires qui resteraient sous contrÃ´le israÃ©lien. Ceux-ci rejoindraient des projets existants, tels que le Parc industriel multidisciplinaire de BethlÃ©em (BMIP) et la Jericho Agro Industrial Park Company (JAIP Co.), qui nâ??ont ni lâ??un ni lâ??autre rÃ©ussi Ã atteindre leurs objectifs pour soutenir la croissance Ã©conomique palestinienne. Bien entendu, la proposition de Goodman repose sur les investissements Ã©trangers â?? un rappel important que Â« le rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» sert Ã©galement les intÃ©rÃªts des parties prenantes au-delÃ de la Palestine colonisÃ©e.

En outre, Goodman appelle Ã la crÃ©ation de routes logistiques Â« sÃ»res Â» en Cisjordanie pour faciliter le processus de transfert des marchandises palestiniennes vers les marchÃ©s israÃ©liens, incitant ainsi davantage de marchands Palestiniens Ã sâ??efforcer de conclure un accord avec le rÃ©gime israÃ©lien. Il appelle Ã©galement Ã augmenter le nombre et Ã diversifier les tÃ¢ches des travailleurs Palestiniens dans les territoires de 1948. Bien quâ??elles puissent sembler profiter aux Palestiniens, ces deux politiques ne font que contribuer Ã leur asservissement Ã©conomique.

La crÃ©ation de routes logistiques Â« sÃ»res Â»

Depuis 2018, lâ??administration civile israÃ©lienne, lâ??USAID et le Quatuor, aux cÃ´tÃ©s de plusieurs producteurs Palestiniens Ã grande Ã©chelle, ont travaillÃ© sur un nouveau modÃ¨le pour exporter des marchandises palestiniennes vers les marchÃ©s israÃ©liens en permettant aux camions israÃ©liens dâ??entrer dans la zone A et de charger des marchandises directement depuis les portes des usines palestiniennes. Le nouveau modÃ¨le, connu sous le nom de Â« Door-to-Door Â» (porte-Ã -porte), rÃ©duit considÃ©rablement le temps passÃ© Ã transfÃ©rer les produits et rationalise le processus dâ??acheminement des marchandises palestiniennes vers les marchÃ©s israÃ©liens.

Lâ??arrangement est promu comme financiÃ¨rement avantageux pour les grands producteurs Palestiniens qui seraient en mesure dâ??augmenter la production et dâ??augmenter leurs profits aprÃ¨s sâ??Ãªtre conformÃ©s aux conditions israÃ©liennes. Cependant, il comprend plusieurs exigences pour les Palestiniens en rapport avec des considÃ©rations de sÃ©curitÃ© :

1) Les usines palestiniennes doivent Ã©riger des barriÃ¨res en ciment et des clÃ´tures en fil de fer, soutenues par un systÃ¨me dâ??alarme connectÃ© directement Ã un bureau militaire israÃ©lien au portail commercial le plus proche ;

2) Les employÃ©s Palestiniens, formÃ©s par lâ??armÃ©e israÃ©lienne, doivent charger la cargaison palestinienne et se prÃ©senter quotidiennement Ã leurs superviseurs militaires israÃ©liens ;

3) Chaque camion de fret doit installer un systÃ¨me de suivi GPS permettant aux agents militaires israÃ©liens de surveiller les transports de marchandise sur toutes les routes de la Cisjordanie.

En septembre 2022, 21 entreprises palestiniennes Ã al-Khalil (HÃ©bron), Ramallah et Naplouse ont conclu lâ??accord Â« Door-to-door Â»[3]. Le nombre total dâ??expÃ©ditions utilisant cette mÃ©thode sâ??Ã©levait Ã 61 880 entre mars 2018 et septembre 2022, rÃ©duisant ainsi les coÃ»ts logistiques dâ??environ 8,6 millions de dollars. Comme avec le modÃ¨le de Â« paix Ã©conomique Â», cet arrangement a comme consÃ©quence quâ??une partie des grands producteurs Palestiniens se trouve sÃ©parÃ© du reste des exportateurs Palestiniens, une source de souffrance pour ces derniers. En effet, les autoritÃ©s dâ??occupation israÃ©liennes exigent que seuls peuvent conclure lâ??accord Â« Door-to-door Â» les Palestiniens dont le volume de leurs Ã©changes avec IsraÃ«l dÃ©passe les 10 millions de shekels par an â?? un rÃ©sultat auquel trÃ¨s peu de Palestiniens peuvent aspirer.

En plus dâ??aggraver lâ??Ã©cart salarial palestinien sur une gÃ©ographie fragmentÃ©e, la politique du porte-Ã -porte permet un empiÃ©tement supplÃ©mentaire dâ??IsraÃ«l sur la terre palestinienne et une surveillance de leur vie quotidienne. Lâ??arrangement implique que le rÃ©gime israÃ©lien infiltre les sites de production Palestiniens dans la zone A, oÃ¹ se trouvent les usines, chaque fois quâ??il le juge nÃ©cessaire. IsraÃ«l surveille Ã©galement ces sites de production, ainsi que les itinÃ©raires logistiques Â« sÃ»rs Â» rÃ©servÃ©s aux frets porte-Ã -porte, Ã©largissant ainsi considÃ©rablement son infrastructure de surveillance oppressive sur les Palestiniens.

Les forces dâ??occupation israÃ©liennes ont Ã©galement intensifiÃ© les vÃ©rifications des antÃ©cÃ©dents dâ??atteinte Ã la sÃ©curitÃ© dans le cadre de leur rÃ©gime de permis, sâ??assurant ainsi quâ??un nombre croissant de Palestiniens sont politiquement pacifiÃ©s afin de prÃ©server leurs permis de travail et leurs moyens de subsistance Ã©conomiques. Dans lâ??ensemble, de telles politiques indiquent quâ??IsraÃ«l assure insidieusement lâ??annexion de facto dâ??importants pÃ´les de la production Ã©conomique palestinienne, tout en dÃ©courageant la dissidence au moyen dâ??incitations Ã©conomiques qui semblent avantageuses.

Accroissement de la dÃ©pendance Ã©conomique par le travail

Fin 2016, le rÃ©gime israÃ©lien a publiÃ© une rÃ©solution appelant Ã des Â« innovations Â» majeures concernant Ã la fois le volume de travailleurs palestiniens autorisÃ©s dans les territoires de 1948, ainsi que les procÃ©dures de dÃ©livrance des permis de travail. Depuis lors, le gouvernement a lÃ©gifÃ©rÃ© pour mettre en Å?uvre ces Â« innovations Â». En consÃ©quence, le nombre de travailleurs Palestiniens dans les territoires de 1948 est passÃ© dâ??environ 110 000 en 2016 Ã 204 000 en 2022. Ce changement est conforme Ã la cinquiÃ¨me Ã©tape de Goodman vers Â« le rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» : augmenter le nombre de travailleurs palestiniens sur le marchÃ© du travail israÃ©lien (avec un plafond de 400 000).

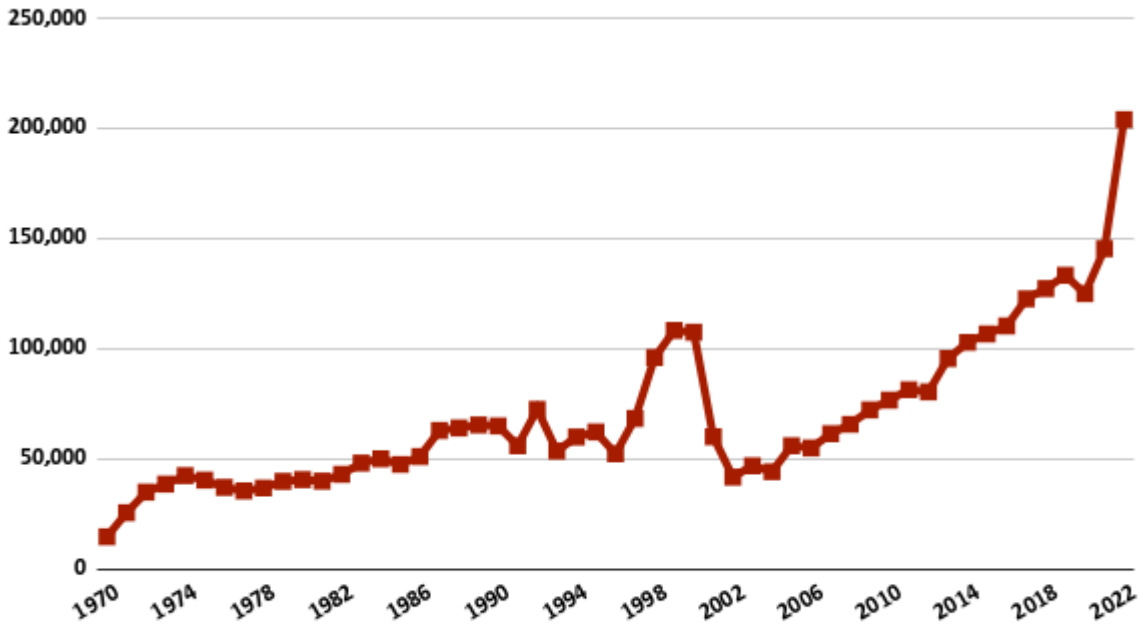


Figure 1 : *Le nombre de travailleurs Palestiniens Ã©migrÃ©s vers des lieux de travail israÃ©liens entre 1967 et 2022. Source : Bureau central palestinien des statistiques (PCBS).*[4]

De mÃªme, en mars 2022, IsraÃ«l a publiÃ© la dÃ©cision 1328 pour autoriser les travailleurs Palestiniens de Gaza Ã entrer dans les territoires de 1948 pour la premiÃ¨re fois depuis 2006. Ã? la fin de 2022, le nombre de travailleurs gazaouis autorisÃ©s Ã©tait plafonnÃ© Ã 20 000. Comprise dans le contexte du Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â», lâ??approche du rÃ©gime israÃ©lien Ã lâ??Ã©gard de Gaza en particulier est passÃ©e du Â« calme pour le calme Â» Ã Â« lâ??Ã©conomie pour le calme Â», comme Yair Lapid (alors ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res) lâ??a explicitement dÃ©clarÃ© en septembre 2021. Il doit Ãªtre soulignÃ© que, outre la possibilitÃ© offerte aux Palestiniens de Gaza de profiter de quelques opportunitÃ©s Ã©conomiques dans les territoires de 1948, Gaza elle-mÃªme est totalement exclue de la proposition de Goodman.

Les autoritÃ©s israÃ©liennes ont beau affirmer que lâ??augmentation des flux de revenus vers la Cisjordanie et Gaza contribuera Ã la croissance Ã©conomique palestinienne â?? en 2021, on estimait que le revenu combinÃ© des travailleurs Palestiniens dans les territoires de 1948 atteignait 5,5 milliards de dollars (environ 35 % du PIB palestinien) â?? une distinction doit Ãªtre faite entre une telle croissance et un vÃ©ritable dÃ©veloppement Ã©conomique, en particulier sous occupation militaire restrictive et sous siÃ¨ge. En fait, lâ??augmentation de la migration de la main-dâ??Å?uvre palestinienne vers le marchÃ© israÃ©lien renforce fondamentalement la dÃ©pendance palestinienne vis-Ã -vis dâ??IsraÃ«l et, par consÃ©quent, lâ??occupation israÃ©lienne.

Pour aggraver un peu plus les choses, le rÃ©gime israÃ©lien ne sâ??intÃ©resse plus seulement Ã la main-dâ??Å?uvre palestinienne Ã bas salaire. Ces derniÃ¨res annÃ©es, il a diversifiÃ© la main-dâ??Å?uvre palestinienne dans les territoires de 1948 pour inclure des emplois dans les domaines de la haute technologie, de la mÃ©decine et de lâ??ingÃ©nierie. Il a Ã©galement investi environ 300 millions de shekels dans la formation pour donner aux travailleurs Palestiniens de

nouvelles compÃ©tences professionnelles. En consÃ©quence, lâ??expansion et la diversification des travailleurs Palestiniens ne font quâ??augmenter le nombre de Palestiniens qui dÃ©pendent Ã©conomiquement du rÃ©gime israÃ©lien, contribuant ainsi Ã la prÃ©servation du statu quo politique.

Pourquoi Â« RÃ©duire le Conflit Â» Ã©chouera ?

Le concept de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» suppose quâ??une sÃ©rie de changements dans la politique israÃ©lienne envers la Cisjordanie et Gaza â?? notamment Ã©conomiques â?? Ã©liminera les conditions qui alimentent les Â« affrontements Â» entre les Palestiniens et les forces dâ??occupation israÃ©liennes. En allÃ©geant soi-disant le poids des souffrances quotidiennes des Palestiniens, lâ??occupation militaire israÃ©lienne devient ainsi plus gÃ©rable et durable. En dâ??autres termes, la question de lâ??autodÃ©termination palestinienne par le biais dâ??un Ã?tat devient obsolÃ¨te, soulageant les dirigeants israÃ©liens Ã travers tout lâ??Ã©ventail politique de lâ??Ã©ternelle question de savoir quoi faire de la population palestinienne.

En fin de compte, la stratÃ©gie de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» signifie que le rÃ©gime israÃ©lien continuera dâ??opÃ©rer dans son seul intÃ©rÃªt aux dÃ©pens des Palestiniens, y compris en soutenant les structures mÃªmes de lâ??apartheid colonial qui sont Ã la base de leurs souffrances continuelles. En effet, comme Goodman lui-mÃªme le soutient, Â« le rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» ne nÃ©cessite pas un accord formel, le retrait des colons ou des colonies israÃ©liennes de Cisjordanie, ou la division de JÃ©rusalem.

Les huit Ã©tapes de Goodman reposent *in fine* sur un sophisme : les Palestiniens seront moins enclins Ã rÃ©sister sâ??ils sont amenÃ©s Ã croire quâ??ils peuvent profiter de la vie sous une occupation coloniale permanente grÃ¢ce Ã moins de restrictions Ã la mobilitÃ© et Ã davantage dâ??opportunitÃ©s de collaboration Ã©conomique avec le rÃ©gime israÃ©lien. **Il sâ??agit dâ??une hypothÃ¨se dÃ©formÃ©e et raciste basÃ©e sur une fausse idÃ©e, une idÃ©e sioniste de longue date qui voudrait que les Palestiniens soient une foule apolitique et violente â?? plutÃ´t quâ??un peuple exigeant lâ??autodÃ©termination â?? un peuple que lâ??on peut amadouer en leur accordant quelques Â« privilÃ¨ges Â».**

Certains aspects de lâ??approche de Â« rÃ©trÃ©cissement du conflit Â» privilÃ©giÃ©e par la droite pragmatique israÃ©lienne ont Ã©tÃ© invalidÃ©s avec la victoire du gouvernement de coalition dâ??extrÃªme droite de Netanyahu en dÃ©cembre 2022. Dâ??une part, la rÃ©pression violente de la rÃ©sistance palestinienne, en particulier dans le nord de la Cisjordanie, a rendu caduque toute idÃ©e que lâ??on pourrait Ã©liminer les mÃ©canismes qui engendrent les affrontements. Dâ??un autre cÃ´tÃ©, la coalition extrÃ©miste de Netanyahu, qui pousse Ã davantage de dÃ©possession et de dÃ©placement des Palestiniens, ne suivra probablement pas les propositions de Bennett et Lapid qui devaient Â« rÃ©duire le conflit Â». NÃ©anmoins, il est probable que les mesures Ã©conomiques mises en place depuis 2021 continueront de faÃ§onner les relations Ã©conomiques palestino-israÃ©liennes dans les annÃ©es Ã venir.

Et bien que le nouveau gouvernement de coalition israÃ©lien nâ??ait pas encore dÃ©fini ses politiques Ã©conomiques envers la Cisjordanie et Gaza, son engagement flagrant Ã Ã©tendre et approfondir lâ??occupation aggravera Ã coup sÃ»r les souffrances des Palestiniens.

Les Palestiniens, quant Ã eux, nâ??accepteront jamais cette rÃ©alitÃ©, mÃªme avec des facilitÃ©s Ã©conomiques accrues. MÃªme si les dÃ©cideurs israÃ©liens font pression pour des mesures visant

Ã Â« amÃ©liorer Â» la vie des Palestiniens grÃ¢ce Ã une participation accrue au marchÃ© du travail israÃ©lien, Ã la mobilitÃ© Ã lâ??intÃ©rieur de la Cisjordanie ou Ã lâ??accÃ¨s au monde extÃ©rieur, la rÃ©alitÃ© du colonialisme israÃ©lien, de lâ??apartheid , et lâ??occupation persistera â?? tout comme la rÃ©sistance palestinienne.

1. Toutes les traductions des sources arabes et hÃ©braÃ¯ques vers lâ??anglais dans cette brÃ¨ve ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©es par lâ??auteur.
2. Il est trÃ¨s peu probable que les propositions dâ??expansion du logement palestinien se poursuivent sous le nouveau rÃ©gime israÃ©lien.
3. Il est important de noter que certains capitalistes Palestiniens ont choisi de participer Ã lâ??accord Â« Door-to-door Â».
4. Le site du PCBS ne propose que des donnÃ©es depuis 1994. Pour accÃ©der aux donnÃ©es entre 1967 et 1993, lâ??auteur a consultÃ© les rapports annuels du PCBS ainsi que le livre de Leila Farsakh, *Palestinian Labour Migration to Israel : Labour, Land and Occupation* (Oxford : Routledge, 2005) .

Walid Habbas *est chercheur au Forum palestinien pour les Ã©tudes israÃ©liennes (MADAR) et doctorant Ã lâ??UniversitÃ© hÃ©braÃ¯que de JÃ©rusalem. Il travaille actuellement sur les relations Ã©conomiques entre la Cisjordanie et IsraÃ«l en mettant lâ??accent sur les multiples modes dâ??interaction entre les acteurs Palestiniens dÃ©finis par leurs classe, leur secteur dâ??activitÃ© et les structures coloniales (les politiques de frontiÃ¨res et de permis de travail). Il Ã©tudie des activitÃ©s telles que la contrebande, la migration de main-dâ??Å?uvre, les rÃ©seaux de courtage de main-dâ??Å?uvre, les itinÃ©raires logistiques et les interventions Ã©conomiques coloniales.*

Source : Al-Shabaka

Traduction : BM et AGP pour Agence MÃ©dia Palestine

Tags

1. apartheid
2. occupation
3. palestine
4. rÃ©duction du conflit
5. rÃ©duire le conflit
6. shrinking the conflict
7. stratÃ©gie

date crÃ©Ã©e
2023/03/10